

Lien vers l'article : <https://www.neonmag.fr/sante-psycho/vaccines-contre-le-covid-ils-hesitent-ou-refusent-la-dose-de-rappel-et-nous-expliquent-pourquoi-558093>

Capture d'écran :



Vaccinés contre le covid, ils hésitent ou refusent désormais la dose de rappel

"Vaccinons plutôt les personnes qui n'ont pas encore reçu une seule dose"



CDC (@cdc), Unsplash.

Nombreuses sont les personnes qui, depuis le remplacement du pass sanitaire par un pass vaccinal le 24 janvier dernier, s'interrogent sur le bien fondé de la dose de rappel contre le coronavirus. Loin du portrait homogène souvent dépeint de la population récitante ou opposée à ce vaccin, Epiphanie, Arnaud et Clara ont accepté de nous faire part de leurs questionnements.

Faire sa dose de rappel pour pouvoir conserver son pass? Epiphanie est certainement celle qui a l'avis le plus tranché des trois personnes avec qui nous avons pu échanger. *“Les autres personnes font ce qu’elles veulent”* mais pour elle, les médicaments, c’est niet. Si l’enseignante d’une trentaine d’années se retrouve durement touchée par une maladie, à la rigueur, mais hors de question d’en prendre simplement par prévention ou pour des symptômes légers. Même son de cloche en ce qui concerne les vaccins. *“Je n’en ai pas fait depuis que j’ai dix ans”*, nous précise t-elle, avant d’ajouter qu’elle ne se considère pas comme une anti-vax pour autant, car elle *“sai(t) que les vaccins sont réellement utiles et importants pour certaines maladies”*. *“Je ne fais pas confiance aux entreprises pharmaceutiques qui acceptent de payer des millions après avoir été mises en cause au tribunal pour des médicaments dangereux”*, explique la jeune femme.

Retournée vivre au Canada en octobre 2020 après avoir vécu la première vague de la pandémie en France, Epiphanie sent bien la différence entre son pays d’origine et son pays d’adoption : *“Au Canada, les personnes font beaucoup plus confiance au gouvernement et à ses directives. Les canadiens ne se réveillent qu’aujourd’hui alors qu’en France, ça fait longtemps qu’il y a des oppositions.”*, affirme t-elle. Avant de poursuivre: *“Ici, au Canada, la population se sent*

aussi moins écoutée car le gouvernement a décidé de sanctionner les manifestants plutôt que de les rencontrer. En Ontario, où je vis, et l'une des provinces les plus strictes du Canada en matière de restrictions, il y a eu des fermetures de magasins de nourriture pour les manifestants, une interdiction de leur vendre de l'essence, etc. Les mesures sont extrêmement dures, d'autant que nous avons été en confinement plus longtemps qu'en France."

"Pour moi-même, je ne prendrai rien si je n'étais pas obligée. [...] Mon copain a attrapé le covid et je ne l'ai pas eu alors qu'on vit ensemble."

En se positionnant contre la réponse sanitaire formulée par les autorités politiques, il apparaît cohérent que la jeune femme, de base méfiante vis-à-vis des vaccins, soit donc également peu encline à suivre les recommandations gouvernementales quant au vaccin. *"Au Canada, quand on est prof, il est obligatoire de se faire vacciner. Mais pour le moment, la troisième dose ne l'est pas ici."*, explique Epiphanie. Comme les deux premières doses, elle se fera donc administrer la dose de rappel du vaccin contre le coronavirus seulement si elle n'a plus d'autres choix. *"Je n'ai pas envie de faire cette troisième dose car mon copain a attrapé le covid et je ne l'ai pas eu alors qu'on vit ensemble dans un appartement avec une chambre."*, se justifie-t-elle.

"A chaque fois que l'on va se faire vacciner, cela a un coût pour l'Etat, pour nos enfants, qui vont devoir payer pour ça alors que ce n'est pas forcément utile pour notre tranche d'âge."

Arnaud*, gérant d'un bar parisien de 28 ans, insiste également là-dessus: il n'appartient pas à la population anti-vax. Simplement, dans le cas du coronavirus, même si le jeune homme ne prétend pas s'être transformé en épidémiologiste ces derniers mois, il émet quelques réserves quant aux vaccins qui ont été trouvés. *"On s'est fait vacciner avec une technologie (l'ARN messenger) qu'on connaît à peine. On aurait pu attendre d'avoir quelque chose de plus construit. Cela fait deux ans (que le coronavirus a fait irruption dans nos vies), on aurait pu trouver un vrai vaccin et se faire vacciner de la même manière que l'on se fait vacciner pour toutes les autres maladies, c'est-à-dire avec deux ou trois rappels valables pour toute notre vie."*, considère Arnaud. Le jeune homme n'est donc pas plus pressé de retourner se faire vacciner que la première fois, déjà contraint par les restrictions sanitaires imposées par le gouvernement. Pour lui, le vaccin a d'autant moins d'intérêt pour les jeunes dont il fait partie. *"J'ai perdu mon père de 54 ans au début du covid. J'aurais aimé qu'il ait un vaccin. Je pense qu'il l'aurait pris. Mais il n'aurait pas supporté que son fils doive faire quatre doses en deux ans alors qu'il n'a aucun risque de développer une forme grave"*, affirme Arnaud. *"Si vous faites attention quand vous allez voir votre famille ou des personnes à risque, que vous vous faites tester avant d'aller les voir, je ne vois pas quel est le risque de contamination qui peut être présent"*, développe-t-il.

De plus, au-delà de l'enjeu sanitaire actuel, Arnaud souligne la dimension économique de cette crise. *"A chaque fois que l'on va se faire vacciner, explique le jeune homme, cela a un coût pour l'Etat, pour nos enfants, qui vont devoir payer pour ça alors que ce n'est pas forcément*

utile pour notre tranche d'âge. Le "quoi qu'il en coûte", ce n'est pas quelque chose pour lequel je suis forcément d'accord.", ajoute-t-il.

"Je pense que le pass vaccinal devrait être confirmé par un test toutes les deux semaines, surtout si on travaille dans la restauration. Sinon, il n'a aucun impact. En restauration, il vaut mieux se faire tester toutes les deux semaines que d'avoir un pass vaccinal."

Arnaud est d'autant plus critique envers cette formule qu'il estime qu'elle est adossée à une réponse gouvernementale à la crise sanitaire qui manque d'efficacité, en particulier en ce qui concerne l'utilité du pass sanitaire puis vaccinal. *"Imaginons qu'on ait tous le pass vaccinal. Si, demain, il y a un nouveau variant (du coronavirus), on peut quand même aller au restaurant si on a le covid puisqu'on ne se fait plus tester. Je pense qu'on est à l'abri nul part en fait"*, avance le jeune homme. Il ajoute: *"Aujourd'hui, ce n'est pas le vaccin qui va changer grand chose à ma vie, à part le fait que j'ai moins de clients au restaurant."*

Ce que le jeune homme réclame pour sa profession, c'est davantage de cohérence et de souplesse: *"Je pense que le pass vaccinal devrait être confirmé par un test toutes les deux semaines, surtout si on travaille dans la restauration. Sinon, il n'a aucun impact. En restauration, il vaut mieux se faire tester toutes les deux semaines que d'avoir un pass vaccinal."* Aujourd'hui, pour Arnaud, la situation est simple: *"Je ne peux que faire le vaccin ou changer de métier."*

"On n'a jamais vu de vaccins qui ont besoin d'être pris tous les trois mois pour être sûr de maintenir son niveau d'efficacité. A ce point, ce n'est plus un vaccin, c'est un médicament."

Rappelons-le, tout de même: si les scientifiques continuent d'en apprendre chaque jour sur le coronavirus, il est néanmoins avéré que la dose de rappel du vaccin booste la quantité de défenses immunitaires présentes dans notre corps et prolonge donc la durée de protection (certes relative mais importante) face au covid. A défaut de bloquer totalement la contamination et la transmission du virus, il semble également certain que la dose de rappel du vaccin diminue significativement les risques de développer une forme grave de la maladie.

Pour Clara, 23 ans, et actuellement étudiante en FLE (Français en Langue Étrangère), ce sont surtout deux événements qui ont fait naître chez elle, ces derniers mois, une forme de méfiance vis-à-vis de la gestion gouvernementale de la crise sanitaire, ainsi que de la "résignation" face au covid.

Le premier est [une vidéo de Blast](#) ("un jeune média indépendant sur YouTube avec des journalistes qui en avaient marre du système normal"), partagée en ligne le 25 novembre dernier et vue moins de 100 000 fois depuis. Dans cette vidéo, qui propose une interview de Catherine Hill, certaines paroles de l'épidémiologiste à présent habituée des plateaux télé et radio font réfléchir la jeune femme. Pour elle désormais, la dose de rappel, c'est oui, mais d'abord, vaccinons les personnes qui n'ont pas encore reçu une seule dose. Clara est alors sensible à l'un des arguments de Catherine Hill: si une partie de la population n'est toujours pas vaccinée, ce n'est pas parce qu'elle ne le veut pas, mais car elle n'arrive pas à y avoir accès.

L'épidémiologiste prend l'exemple des personnes habitant la ruralité profonde ou à certaines personnes âgées pour qui il est difficile de savoir où et comment prendre un rendez-vous, ou pour se déplacer. Préférer aller dans le sens d'une troisième voire d'une quatrième dose plutôt que d'accroître les efforts pour atteindre une vaccination complète de la population reviendrait, dès lors, à céder à un "lobbysme" pharmaceutique, selon la jeune femme.

Le second événement qui l'a poussé à revoir sa position, c'est le fait que, fin décembre dernier, Clara a attrapé le coronavirus pour la deuxième fois. Si sa première contamination, au printemps 2021, l'avait plutôt encouragé à prendre le chemin des centres de vaccination dès que possible, celle-ci a eu tendance, au contraire, à l'en éloigner. *"Je ne doutais pas encore de l'utilité d'une nouvelle dose au moment de ma première dose parce que je croyais encore qu'elle allait me protéger des variants. Le vaccin ne diminuant pas vraiment le degré d'infection à Omicron, je me demande parfois à quoi bon désormais."*, admet la jeune femme. Clara va plus loin: *"On n'a jamais vu de vaccins qui ont besoin d'être pris tous les trois mois pour être sûr de maintenir son niveau d'efficacité. A ce point, ce n'est plus un vaccin, c'est un médicament."*

Depuis ces échanges, le gouvernement a laissé entendre qu'au vu de l'évolution de la situation sanitaire et de l'état de la couverture vaccinale de la population française, ce n'est plus qu'une question de semaines avant que l'obligation du pass vaccinal ne soit levée. Une annonce qui risque davantage d'encourager les personnes réfractaires à la vaccination ou réticentes à faire leur dose de rappel de prendre leur mal en patience pour le peu de temps qu'il reste plutôt que d'aller se faire vacciner.

*Le prénom a été modifié.